



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 17 juin 1997 — N° 119

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

17 juin 1997

17 juin 1997

Le mardi 17 juin 1997

N° 119

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Brassard, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 152Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 253Loi concernant l'Association de villégiature du Mont Sainte-Anne — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et peut être adopté avant le 23 juin 1997, sous réserve de l'application de l'article 22 du Règlement.

(Dépôt n° 999-970617)

17 juin 1997

M. Bertrand (Charlevoix) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 253, Loi concernant l'Association de villégiature du Mont Sainte-Anne.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 253 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des finances publiques et le ministre des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôt de documents

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1000-970617)

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1001-970617)

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1002-970617)

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1003-970617)

17 juin 1997

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1996.

(Dépôt n° 1004-970617)

M. Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1005-970617)

M. Boisclair, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, dépose:

Un document de consultation intitulé «L'immigration au Québec de 1998 à 2000: Prévoir et planifier».

(Dépôt n° 1006-970617)

Dépôt de rapports de commissions

M. Bertrand (Charlevoix) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 5 et 6 juin 1997, a tenu des auditions publiques et des consultations particulières sur le projet de loi n° 144, Loi sur les prestations familiales, ainsi que sur le projet de loi n° 145, Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

(Dépôt n° 1007-970617)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 10, 11, 12 et 16 juin 1997, a étudié en détail le projet de loi:

n° 144 Loi sur les prestations familiales – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 1008-970617)

17 juin 1997

M. Lachance (Bellechasse) dépose:

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 16 juin 1997, a étudié en détail le projet de loi:

n° 122Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1009-970617)

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose:

Le rapport final de la Commission de l'économie et du travail qui a tenu des auditions publiques les 26 mars, 9 et 10 avril 1997 et des séances ou rencontres de travail les 12, 19 et 25 mars, 8, 9 et 10 avril et le 11 juin 1997, dans le cadre de l'exécution de son mandat de surveillance d'organisme à l'égard d'Hydro-Québec. Ce rapport contient des recommandations.

(Dépôt n° 1010-970617)

M. Laurin (Bourget) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement du territoire qui a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Le 16 juin 1997:

n° 202Loi concernant la Ville de Victoriaville – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1011-970617)

n° 207Loi concernant la Municipalité d'Hébertville – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 1012-970617)

17 juin 1997

n° 210 Loi concernant la Ville d'Anjou – Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 1013-970617)

n° 239 Loi concernant la Ville de Gatineau – Rapporté avec un amendement.
(Dépôt n° 1014-970617)

n° 245 Loi concernant la Municipalité de Pintendre – Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 1015-970617)

n° 252 Loi concernant la Ville de Beauceville – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 1016-970617)

Les 4 et 16 juin 1997:

n° 216 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 1017-970617)

Ces rapports sont adoptés.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours d'une réponse différée, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Marois, ministre de l'Éducation, dépose:

Des rapports d'analyses du contrôle bactériologique de l'eau potable à l'école Saint-Jacques de Clarenceville, effectuées par le ministère de l'Environnement et de la Faune depuis octobre 1996.

(Dépôt n° 1018-970617)

17 juin 1997

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté à la séance du 16 juin 1997 sur la motion de M. Garon (Lévis) proposant l'adoption du projet de loi n° 194, Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales (*titre modifié*).

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 148 en annexe)

Pour: **67** Contre: **37** Abstention: **0**

En conséquence, le projet de loi n° 194 est adopté.

Motions sans préavis

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne aujourd'hui le trentième anniversaire de la Société d'habitation du Québec qui, depuis sa création, veille à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'administration de programmes orientés vers l'aide au logement social, l'amélioration de l'habitat et l'accession à la propriété et qui, dès la présente année, verra à l'implantation du nouveau plan d'action gouvernementale en matière d'habitation.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

17 juin 1997

Mme Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications, propose:

QUE les membres de l'Assemblée nationale se joignent à moi afin de souligner le lancement des premières journées nationales de la culture, qui se tiendront le dernier vendredi de septembre et les deux jours suivants de chaque année, dans le but de favoriser une plus grande démocratisation de la culture par une multitude de manifestations culturelles à la grandeur du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 166 et 167 du Règlement, M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à une consultation générale et tienne des auditions sur le document intitulé «L'immigration au Québec de 1998 à 2000: Prévoir et planifier», à compter du mardi 9 septembre 1997;

QUE les mémoires soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 28 août 1997;

QUE le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

17 juin 1997

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 136, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière, et d'étudier en détail le projet de loi n° 114, Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies;
 - la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 145, Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance;
 - la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 109, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives;
 - la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi n° 203, Loi concernant Fiducie canadienne-italienne, et le projet de loi n° 254, Loi concernant Trust Bonaventure inc.;
 - la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi n° 225, Loi concernant la Ville d'Otterburn Park; le projet de loi n° 242, Loi concernant la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, la Régie intermunicipale des déchets de la Rouge et la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre; le projet de loi n° 251, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, et le projet de loi n° 232, Loi concernant la Ville de Trois-Rivières;
- Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé:
- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi n° 257, Loi concernant la Ville de Repentigny, et le projet de loi n° 244, Loi concernant la Ville de Lac-Mégantic.

AFFAIRES DU JOUR

17 juin 1997

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Brassard, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi n° 152, Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Brassard dépose:

Des photographies aériennes des territoires de reconstruction et de réaménagement visés par le projet de loi n° 152, en bordure des rivières à Mars, des Ha! Ha! et Saint-Jean.

(Dépôt n° 1019-970617)

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 152 est adopté.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi n° 152 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 152.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 152, Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

À 12 h 59, M. Pinard, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

17 juin 1997

La séance reprend à 15 h 09.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude détaillée du projet de loi n° 152, Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

L'amendement de M. Brassard, ministre des Transports, à l'article 1 du projet de loi n° 152 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi n° 152 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Brassard, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 152, Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 152 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

17 juin 1997

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des transports et de l'environnement relatif au projet de loi n° 122, Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

M. Brassard, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 55, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et le Code de la sécurité routière, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 55 est adopté.

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi n° 123, Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Brassard, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Brassard, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 122, Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 122 est adopté.

M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 143, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit adopté.

17 juin 1997

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Cliche propose que le projet de loi n° 143 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Brassard, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

L'amendement de M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, à l'article 24.2 du projet de loi n° 143 est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi n° 143, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi n° 143.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 143 est adopté.

Dépôt de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Landry (Bonaventure) dépose:

17 juin 1997

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 4 et 13 juin 1997, a tenu des auditions publiques et des consultations particulières sur le projet de loi n° 136, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière.

(Dépôt n° 1020-970617)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 16 et 17 juin 1997, a étudié en détail le projet de loi:

n° 136 Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 1021-970617)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 17 juin 1997, a étudié en détail le projet de loi:

n° 114 Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1022-970617)

À 16 h 59, sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 18 juin 1997, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

17 juin 1997

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Garon (Lévis) proposant l'adoption du projet de loi n° 194, Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales (*titre modifié*):

(Vote n° 148)

POUR - 67

Barbeau	Brien	Kieffer	Paré
Baril	Campeau	Lachance	Payne
(<i>Arthabaska</i>)	Caron	Landry	Pelletier
Baril	Carrier-Perreault	(<i>Bonaventure</i>)	Perreault
(<i>Berthier</i>)	Charest	Laprise	Rioux
Beaudoin	Cliche	Laurin	Robert
Beaulne	Côté	Le Hir	Rochon
Beaumier	Désilets	Leduc	Saint-André
Bégin	Deslières	Léger	Simard
Bélanger	Dion	Lelièvre	(<i>La Prairie</i>)
(<i>Anjou</i>)	Dionne-Marsolais	Léonard	Simard
Bertrand	Doyer	Létourneau	(<i>Richelieu</i>)
(<i>Charlevoix</i>)	Dumont	Malavoy	Trudel
Bertrand	Facal	Marois	Vermette
(<i>Portneuf</i>)	Gagnon	Ménard	
Blackburn	Garon	Morin	
Blais	Gaulin	(<i>Dubuc</i>)	
Bouchard	Gendron	Morin	
Boucher	Harel	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Boulerice	Jolivet	Papineau	
Brassard	Julien	Paquin	

CONTRE - 37

Beaudet	Bourbeau	Ciaccia	Fournier
Benoit	Brodeur	Cusano	Gagnon-Tremblay
Bergman	Chenail	Delisle	Gauvin
Bordeleau	Cherry	Farrah	Houda-Pepin

17 juin 1997

Johnson	LeSage	Mulcair	Vaive
Kelley	Loiselle	Ouimet	Vallières
Lafrenière	Maciocia	Paradis	Williams
Laporte	MacMillan	Parent	
Leblanc	Marsan	Poulin	
Lefebvre	Middlemiss	Sirros	

ABSTENTION - 0

Erreur ! Argument de commutateur inconnu.